

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 6 novembre 1992, livre I, huitième partie : "signalisation temporaire",

SERVICE :
NANTES MÉTROPOLE

Vu la demande du 22 octobre 2024 présentée par le Pôle Loire-Chézine,

ARRÊTÉ :
DPR-2024-1185

Considérant que pour réaliser des travaux sur le réseau de voirie (aménagement), avenue de Cheverny (de l'avenue Saint Dominique à l'avenue des Thébaudières et de l'avenue Saint Dominique à l'avenue de Fontainebleau) à Saint-Herblain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement dans cette voie,

OBJET :
Réglementation en matière de circulation et de stationnement - travaux sur le réseau de voirie - avenue de Cheverny – de la date de notification du présent arrêté au 31 mai 2025

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables pendant les travaux sur le réseau de voirie, avenue de Cheverny, les travaux s'effectueront en deux phases : **de la date de notification du présent arrêté au 31 mai 2025.**

Phase 1 : **de la date de notification du présent arrêté au 31 janvier 2025** (section comprise entre l'avenue Saint Dominique et l'avenue des Thébaudières).

Phase 2 : **du 02 janvier au 31 mai 2025** (section comprise entre l'avenue Saint Dominique et l'Avenue de Fontainebleau).

ARTICLE 2 : **CIRCULATION INTERDITE** : avenue de Cheverny, selon le phasage des travaux,

- ⇒ Un itinéraire de déviation est mis en place dans les deux sens déviation générale par l'avenue des Naudières et l'avenue du Parnasse (bidirectionnelle), avenue des Thébaudières, avenue des Naudières, place du Maquis de Saffré, avenue du Parnasse.

ARTICLE 3 : Le stationnement est interdit au droit des travaux, sauf pour les véhicules de chantier.

ARTICLE 4 : Neutralisation partielle de la chaussée et des aires affectées par les travaux.

ARTICLE 5 : Un cheminement piéton, garantissant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, devra être mis en place et maintenu en tout temps.

ARTICLE 6 : La vitesse est limitée à 30 km/h au droit et aux abords du chantier.

ARTICLE 7 : La circulation des riverains, ainsi que le passage des véhicules de secours sera maintenue, les transports en commun seront déviés. Le passage des véhicules assurant la collecte des déchets sera maintenu pendant la durée des travaux aux jours habituels avant 7h30 ou après 17h30.

ARTICLE 8 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise **EIFFAGE ENERGIE SYSTEME** chargée des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché aux extrémités du chantier 48h à l'avance afin d'informer les riverains.

ARTICLE 9 : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées par les travaux est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R417-10 paragraphe II 10° du Code la Route.

ARTICLE 10 : Sanctions : toute circulation, tout stationnement ou tout arrêt de véhicule en infraction par rapport aux dispositions du présent arrêté, et notamment dans l'emprise délimitée pour l'exécution d'un chantier, est verbalisable en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les services de police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction par rapport aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur la voie publique et imputable au chantier sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière de l'entreprise.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 04 DÉCEMBRE 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Publié le 04 décembre 2024

